

# démocratie

Mensuel publié par le MOC-CIEP pour promouvoir la réflexion critique et les débats de société

| Novembre 2018 | N° 11

## INTERNATIONAL



### Le Portugal surfe en douce hors de la crise

Depuis trois ans, le Portugal est dirigé par une majorité de gauche qui porte en étendard son refus de l'austérité. Taux de chômage en forte baisse, finances publiques assainies : les résultats économiques sont en nette amélioration. Existe-t-il donc « un miracle portugais » ? La réponse est à nuancer. Slalomant entre les exigences de la Commission européenne et celles de la gauche radicale, le Premier ministre socialiste Antonio Costa a en tout cas réussi à sortir son pays de l'ornière. Sans pour autant tout révolutionner.

PAGE 5

## SOCIÉTÉ

### Oser le tirage au sort dans la démocratie syndicale

Depuis 2016, la fédération du Brabant wallon de la CSC a introduit le tirage au sort pour renouveler une partie de ses instances. Objectif ? Redynamiser la démocratie au sein du Conseil fédéral. S'il reste des écueils, l'expérience montre quelques signes très encourageants. Un des enjeux majeurs est d'arriver à faire évoluer, sans heurts, le rôle du permanent.

PAGE 2

## INTERNATIONAL

### Ortega, le masque est tombé

Le Nicaragua traverse sa plus grande crise de régime depuis la chute de la dictature des Somoza fin des années 70. De la mobilisation d'étudiants s'opposant à une réforme de la sécurité sociale brutalement réprimée par les forces armées gouvernementales a suivi un large mouvement de contestation populaire réclamant le départ de Daniel Ortega. Éclairage.

PAGE 11

## INTERVIEW

### « La pauvrophobie, c'est l'histoire du mépris social »

En lançant une grande campagne contre la pauvrophobie, le Forum-Bruxelles contre les inégalités s'attaque aux clichés qui collent aux basques des personnes précarisées. Des préjugés qui percolent jusque dans les cénacles politiques et sont un frein à une lutte efficace contre la pauvreté. Rencontre avec Nicolas De Kuyssche, coordinateur du projet.

PAGE 14

Débat

# Oser le tirage au sort dans la démocratie syndicale

> Jean-Marc SENGIER (\*)

Depuis 2016, la fédération du Brabant wallon de la CSC a introduit le tirage au sort pour renouveler une partie de ses instances. Objectif? Redynamiser la démocratie au sein du Conseil fédéral. S'il reste des écueils, l'expérience montre quelques signes très encourageants. Un des enjeux majeurs est d'arriver à faire évoluer, sans heurts, le rôle du permanent.

La question de la démocratie est sur toutes les lèvres. Malade, dépassée... ou simplement toujours en croissance, perpétuellement à préserver et développer? Cette question se pose à tous les étages de la société, et donc aussi dans les organisations syndicales.

Avant de nous demander comment améliorer la démocratie dans les syndicats, interrogeons-nous d'abord sur le pourquoi. Les syndicats, à l'instar des partis politiques, placent les valeurs démocratiques au centre de leurs combats et préoccupations. Pour autant, en interne, il arrive que certaines pratiques s'en détournent, impliquant parfois une dérive de type oligarchique. Roberto Michels en avait fait la démonstration il y a 100 ans<sup>1</sup> et l'a formalisée dans sa «loi d'airain» qui avance que partis politiques et syndicats ont une tendance «naturelle» à la concentration du pouvoir aux mains de quelques-uns.

Or, permettre au plus grand nombre d'acteurs au sein du monde syndical de participer à la prise de décision est, nous semble-t-il, un enjeu majeur. Pourquoi dès lors ne pas tenter de redynamiser le fonctionnement de certaines de nos instances? Cette approche pourrait lui apporter un regain de vigueur et de légitimité.

## La démocratie interne à la CSC BW

Jusqu'en 2016, la CSC du Brabant wallon ne se distingue pas des autres fédérations de la CSC. Son Conseil fédéral—*grosso modo* son parlement—se compose de 70 membres, issus pour moitié du pilier interprofessionnel, et pour l'autre moitié du pilier professionnel: les centrales. Ces deux groupes de 35 se subdivisent encore, du côté inter en plusieurs secteurs géographiques et groupes spécifiques; du côté professionnel, en 7 centrales. Chacun de cette

quinzaine de sous-groupes dispose d'un nombre de mandats proportionnel à son importance: le nombre d'affiliés pour les centrales, le nombre d'habitants de la région pour les secteurs géographiques et une répartition d'ordre plus subjective pour les groupes spécifiques. Cela va de deux mandataires pour le plus petit secteur à quinze pour la plus grosse centrale.

Chaque sous-groupe détermine librement sa manière d'attribuer les mandats, de consulter sa «base», de délibérer et de mandater ceux et celles qui iront porter leur voix au niveau immédiatement «supérieur»: le Conseil fédéral.

Quand ce dernier doit prendre position sur, par exemple, l'accord interprofessionnel (AIP), il réunit les 70 mandataires, qui sont tous censés porter un mandat qui leur a été confié par leurs mandants respectifs après une consultation que les «sous-groupes» ont organisée à leur guise. Le Conseil fédéral organise alors un débat entre ces mandataires, débat au cours duquel ceux-ci répètent la position qu'on leur a demandé de défendre; enfin il procède à un vote pour déterminer sa propre position. Que le vote ait lieu en début ou en fin de réunion, le résultat est le même car, dans la grande majorité des cas, le mandat donné est un mandat fermé.

## Une réforme des statuts en 2017

Si l'aspect le plus *touchy* du changement de statuts est l'introduction du tirage au sort d'une partie des membres du Conseil fédéral, celui-ci ne constitue qu'un élément d'un dispositif beaucoup plus large de développement de la démocratie interne. Celui-ci se compose de trois volets complémentaires qui visent, respectivement, une meilleure représentation, une meilleure participation et une meilleure délibération.

1. R. MICHELS, *Les partis politiques. Essai sur les tendances oligarchiques des démocraties*, Flammarion, Paris, 1914.

Pour améliorer la représentation au Conseil, une partie des représentants de l'inter-15 sur les 35—est désormais tirée au sort parmi tous les affiliés qui se sont déclarés candidats. D'autre part, les 35 inter ne forment plus qu'un seul groupe dont la représentativité est encore renforcée en appliquant des quotas en fonction du genre, de l'âge et de la région d'origine.

Pour renforcer la participation, un effort particulier de formation des membres préalablement à chaque débat a aussi été formalisé dans les statuts pour amener tous les membres du Conseil fédéral à un niveau de maîtrise des sujets abordés suffisant pour intervenir en connaissance de cause dans le débat. De plus, pour que chacun se sente à l'aise d'intervenir dans le débat, les techniques propres à l'intelligence collective sont désormais régulièrement utilisées pour animer les réunions du Conseil. Ces mêmes techniques stimulent également la délibération au sein du Conseil, laquelle a été aussi libérée par le «décloisonnement» du groupe inter.

Mais reprenons dans l'ordre les trois ingrédients de la démocratie : représentation, participation, délibération.

## Un Conseil fédéral plus représentatif

L'innovation introduite ne concerne certes que 15 des 70 mandats. Les 35 mandats des centrales n'ont pas changé de mode d'attribution et les 20 mandats inter «non tirés au sort» sont attribués, d'une part, comme auparavant, aux 5 permanents interprofessionnels ; d'autre part, à 15 «anciens» du Conseil fédéral, choisis par les permanents inter pour leur... représentativité. En outre, le tirage au sort n'est effectué que parmi les membres qui se sont portés candidats. Impossible en effet d'obliger un affilié tiré au sort à siéger au Conseil fédéral, ni même souvent de lui en fournir juste les facilités ! Un large appel à volontaires, via les adresses mail et la presse syndicale a cependant permis d'atteindre un très large éventail d'affiliés et les séances d'information organisées par la suite ont vu la participation d'une centaine de personnes, dont finalement 70 se sont déclarées intéressées.

En veillant au respect des quotas de genre, d'âge et de domicile, le tirage au sort a élu 15 membres effectifs. Surprise de la modification des statuts : une amélioration apparemment mineure—la possibilité de désigner un suppléant pour chaque effectif (au lieu d'un par sous-groupe auparavant)—a débouché sur le tirage au sort de 35 volontaires supplémentaires comme suppléants des effectifs du groupe inter. Comme les nouveaux statuts accordent aussi le droit aux suppléants de participer au Conseil fédéral mais sans droit de vote (autre innovation), ce

sont donc 50 tirés au sort qui ont fait leur entrée au Conseil ! Sur un maximum de 140 (effectifs et suppléants), cela fait un paquet de nouveaux visages.

## Un Conseil fédéral plus participatif

Pour impliquer plus intensément les participants d'une assemblée dans le fonctionnement de celle-ci, il est important qu'ils sachent ce qu'on y fait et comment on le fait. Il est aussi important qu'ils comprennent de quoi on parle. Par le passé, nous n'étions pas insensibles à ce postulat mais nous n'accordions pas suffisamment d'attention à sa réalisation pratique. Quand un sujet était mis à l'ordre du jour, au cours de la même réunion, on diffusait l'information, souvent de manière *ex cathedra* ; on organisait le débat, hélas limité aux interventions «juxtaposées» de ceux qui connaissaient ou pensaient connaître le sujet... et qui se sentaient suffisamment à l'aise pour intervenir devant un groupe large sur un thème qu'ils découvraient. Restait ensuite à l'«animateur principal» (souvent le secrétaire fédéral voire le président) à résumer et conclure, la plupart du temps sans contradiction.

Dans sa nouvelle «formule», le Conseil fédéral distingue clairement les phases de formation et les phases de délibération, de préférence en laissant un délai de maturation entre les deux (un mois, par exemple) tout en encourageant les membres à se documenter par eux-mêmes dans l'intervalle. Un groupe *ad hoc*, composé de volontaires (majoritaire-

« Ce sont 50 tirés au sort qui ont fait leur entrée au Conseil. Sur un maximum de 140, cela fait un paquet de nouveaux visages. »

ment issus des tirés au sort) a aussi été mis sur pied pour «prémâcher le travail» et faciliter l'assimilation des enjeux des débats par l'entière des membres.

## Un Conseil fédéral plus délibératif

Enfin, une attention particulière est apportée à la qualité de la délibération. Délibérer ne signifie pas seulement avoir le droit de donner son avis mais aussi celui de contester l'avis d'un autre ; de convaincre et de se laisser convaincre pour parvenir au final à l'opinion la mieux partagée entre les membres de l'assemblée. Il ne s'agit donc pas d'un simple décompte mathématique des pour et des contre. Pour ce faire, l'ensemble du Conseil fédéral a reçu une initiation aux méthodes

d'intelligence collective. De plus, les « facilitateurs » du Conseil – désormais toute l'équipe inter ainsi que les président et vice-président – s'y sont formés de façon plus approfondie et veillent à y avoir recours le plus souvent possible dans l'animation des réunions.

## Premières impressions

Après un an et demi de fonctionnement dans ce nouveau modèle, quels sont les premiers enseignements ?

### La démocratie, une démarche énergivore et chronophage

Avant de se lancer dans une telle démarche, il est important d'être conscient que ce nouveau paradigme de fonctionnement requiert beaucoup plus de préparation, d'animation et de suivi.

Comme pour toute formation qui se veut un tant soit peu participative, il faut consacrer au moins le triple du temps de formation à sa préparation. Il s'agit en effet de maîtriser les contenus mais, encore plus, de soigner les méthodes d'animation. Celle-ci requiert plus de forces vives que précédemment. Comme le travail en groupes plus petits est privilégié pour permettre à tous d'intervenir, le nombre de « facilitateurs » nécessaires augmente aussi.

### Un autre type de représentation

Par ailleurs, il est clair que le tirage au sort a drainé un public nouveau vers le Conseil fédéral : souvent des personnes déjà impliquées syndicalement mais pas « suffisamment » pour que leur centrale pense à eux pour faire partie des instances, mais aussi des affiliés *lambda*, simples adhérents désireux de faire entendre leur voix, les uns et les autres attirés par la démarche d'ouverture proposée.

Cependant, la coexistence de deux manières de fonctionner ne va pas sans heurts. Les centrales, restées dans l'ancien schéma (aucun changement dans les statuts pour ce qui les concerne), sont attachées au modèle de l'élection et du mandat. Les délégués des centrales ont parfois du mal à concevoir que les 35 membres du groupe inter n'ont pas à rendre compte d'un éventuel mandat à qui que ce soit « en amont ». Le fait qu'à 35, grâce au tirage au sort et au respect de quelques pondérations, qu'ils puissent constituer une « extraction représentative » de l'ensemble des 35.000 affiliés passe difficilement.

### Le rôle du permanent

Le chamboulement des habitudes de délibération syndicales constitue aussi un frein au passage au nouveau paradigme de fonctionnement. Certains regrettent l'ancien modèle. Parmi eux, notamment

des permanents qui peuvent parfois se sentir déposés d'un certain pouvoir. L'une des explications à cela est à trouver dans la position particulière que ces derniers occupent au sein de l'organisation syndicale. En effet, comme Jacques Godbout le met en lumière dans une étude réalisée dans un syndicat canadien<sup>2</sup>, les permanents concentrent entre leurs mains une très grande expertise des dossiers et des procédures. Ils se trouvent aussi aux carrefours qui ouvrent la voie des instances aux militants. De ce fait, ils en sont venus à disposer d'un pouvoir informel très large et dont ils peuvent user pour stimuler ou au contraire freiner les processus démocratiques en interne.

### De leader à facilitateur

L'enjeu est donc qu'ils puissent mettre leur expertise au service de la nouvelle organisation via un rôle d'animateur et de facilitateur à la prise de décision, sans intervention sur le fond des dossiers.

Il est dès lors logique qu'il leur soit difficile d'accepter de ne pas avoir une voix délibérative dans une instance où se débattent des questions qu'ils maîtrisent sur le bout des doigts et sur lesquelles ils ont souvent un avis tranché et bien argumenté. Cette mutation, qui ne va pas de soi, nous semble toutefois fondamentale pour réussir la transition démocratique telle que nous l'envisageons.

Dans une première version des nouveaux statuts, il était proposé que les 5 permanents inter, qui faisaient alors partie de plein droit des 35 représentants inter de l'ancienne mouture, abandonnent leur voix délibérative au profit de 5 affiliés *lambda*. Cette proposition fut rejetée par les permanents inter. Pour les raisons développées ci-dessus, ils ne pouvaient imaginer abandonner le pouvoir formel dont ils disposaient au risque de voir aussi leur pouvoir informel leur échapper ensuite.

De notre point de vue, cette opposition de principe n'est pourtant pas infranchissable car la confiance initiale, au fil des réunions organisées selon les nouveaux principes, s'est lentement mais sûrement muée en enthousiasme pour le nouveau modèle qui apporte aux permanents une satisfaction professionnelle bien plus grande que le pouvoir informel qu'en contrepartie ils doivent abandonner.

Le principal enseignement à ce stade se situe donc là : pour qu'une démocratie plus participative en interne se développe, il faut que, petit à petit, les permanents de la CSC du Brabant wallon changent de rôle. De leaders d'opinion, ils doivent devenir générateurs de consensus, facilitateurs de l'émergence de l'opinion la plus consensuelle parmi les militants. Un sacré pari et un fameux défi ! #

(\*) Secrétaire fédéral CSC Brabant wallon

2. J. GODBOUT, *La participation contre la démocratie*, Les Éditions Albert Saint-Martin, Montréal, 1993.



 INTERNATIONAL

Le Portugal démontrerait-il qu'il est possible de sortir des mesures imposées par la Troïka ?

## Le Portugal surfe en douce hors de la crise

> Patrick FELTESSE (\*)

*Depuis trois ans, le Portugal est dirigé par une majorité de gauche qui porte en étendard son refus de l'austérité. Taux de chômage en forte baisse, finances publiques assainies : les résultats économiques sont en nette amélioration. Existe-t-il donc « un miracle portugais » ? La réponse est à nuancer. Slalomant entre les exigences de la Commission européenne et celles de la gauche radicale, le Premier ministre socialiste Antonio Costa a en tout cas réussi à sortir son pays de l'ornière. Sans pour autant tout révolutionner.*

À l'issue des élections d'octobre 2015, les partis de centre droit PSD et CDS perdent leur majorité avec 38,5% des voix et 107 élus. N'ayant pas réussi à former une coalition avec le PS, celui-ci, dirigé par Antonio Costa, minoritaire au Parlement avec 32,3% des voix et 86 sièges sur 230, conclut un accord avec deux autres gagnants des élections : le « Bloc de gauche » (radicale) et le CDU, (une coalition réunissant le parti communiste et les Verts)<sup>1</sup>. L'objectif de ceux-ci : soutenir, depuis l'extérieur, le gouvernement d'Antonio Costa pendant une législature en promettant de tourner la page de l'austérité. Mario Centeno, ministre des Finances : « C'est l'occasion d'en finir avec la théorie selon laquelle l'Europe est condamnée à un avenir fait seulement d'austérité. [...] Notre modèle

est une recette exportable pour tout le continent. »<sup>2</sup> Une déclaration qui ne l'a pas empêché d'être nommé par ses pairs nouveau président de l'Eurogroupe, en décembre 2017. Cette nomination n'est pas anodine... Peut-être repose-t-elle sur l'idée que, d'une part, le Portugal tient ses engagements budgétaires, et que, d'autre part, l'on commence, dans les instances de l'Union européenne, à prendre conscience des effets pervers de l'austérité et des mesures néolibérales, tant sur la vigueur de l'économie que sur la montée des extrêmes.

Voilà qui a alimenté une représentation fantasmée du « miracle » socio-économique portugais, se basant sur quelques éléments qui affluent, à savoir, des évolutions certes positives, mais sur seulement trois ans, et qui, à y bien regarder, ne sont pas spectacu-

lares. Autre bémol : ces évolutions ne sauraient rester à ce niveau, ne fût-ce qu'à cause d'un probable fléchissement de la croissance européenne.

Dans le soutien à ce « miracle portugais », il s'agit aussi bien souvent de défendre une thèse à vocation domestique. En France, on évoque ainsi parfois une « relance keynésienne... proche de ce que proposait la France Insoumise »<sup>3</sup>, en « totale contradiction avec les plans de Bruxelles ». Le Portugal serait-il en train de démontrer qu'il est possible de sortir des clous budgétaires européens, des mesures imposées par la Troïka et notamment de la flexibilisation du travail ? Le nouveau gouvernement socialiste a pourtant bien fait montre, à son début, de sa volonté de réduire le déficit et n'a manifestement pas misé toute sa politique sur la hausse des dépenses

publiques, loin de là. En fait, comme on le verra, il n'y a pas de rupture totale par rapport aux réformes antérieures ni aux prescriptions européennes.

Installé le 26 novembre 2015, le gouvernement Costa a adopté un Programme national de réformes en avril 2016 pour développer la productivité et la compétitivité, pour diminuer le taux d'endettement en % du PIB, pour améliorer la cohésion sociale et pour réduire les inégalités. Cela ressemble à une

reconversion est plus fondamentalement liée au renouveau de secteurs traditionnels comme l'agroalimentaire, la chaussure, le textile et la confection<sup>5</sup>. Ces deux derniers, par exemple, bénéficient de relocalisations pariant sur la qualité et sur de nouvelles technologies qui permettent de produire des tissus spéciaux, ou des produits sur-mesure en petites séries, rapidement renouvelables suivant le caractère éphémère de la mode. Se combine à cela le fait que Lisbonne

Les coupes dans les dépenses ainsi que les hausses d'impôts et des tarifs de l'électricité et des transports publics décidées par le gouvernement précédent ont fait **chuter le déficit public** de 11,2% du PIB en 2010 à 4,4% en 2015. Depuis le gouvernement Costa, il a encore plongé à 0,9% en 2017<sup>10</sup> (sans compter la recapitalisation remboursable de la CGD<sup>11</sup>) avec promesse d'un surplus de 1,4% du PIB en 2021. Pour y parvenir, les dépenses publiques n'augmentent plus hors investissements<sup>12</sup> tandis que les recettes augmentent en raison de la croissance, mais aussi de l'augmentation de certains impôts (impôt des sociétés, immobilier, accises).

**L'endettement public se réduit lentement**, de 149,6% en 2014 à 129% du PIB en 2015<sup>13</sup>, puis à 126,4% au 1<sup>er</sup> trimestre 2018<sup>14</sup>, avec la perspective (optimiste) d'atteindre 107,3% en 2021<sup>15</sup>. La dette est fort dépendante de l'inflation et des taux d'intérêt qui pourraient remonter dans quelques années, mais qui sont encore à la baisse concernant les emprunts publics<sup>16</sup>. Le relèvement de la notation de la dette portugaise par deux grandes agences sur quatre manifestant la confiance retrouvée des marchés financiers internationaux, offre la perspective d'une **baisse plus accentuée des charges d'intérêt de la dette**. Cependant le nouveau gouvernement a encore dû intervenir pour tenter de sauver des banques. On peut se demander si l'augmentation de la dette de l'État qu'entraînent ces injections, bien qu'assorties de taux d'intérêt élevés, ne provoque pas un renchérissement des emprunts de celui-ci sur les marchés financiers.

## Une gauche qui capitalise sur les résultats de la droite ?

Beaucoup d'améliorations avaient déjà commencé sous le gouvernement précédent, en 2013 (balance courante en surplus) en 2014 (PIB, chômage) et surtout en 2015 (déficit et endettement publics, endettement des entreprises...). Pour certains indicateurs, les améliorations ont même surtout eu lieu à cette époque, le gouvernement Costa bénéficiant, du

## « Le relèvement de la notation de la dette portugaise par deux grandes agences manifeste la confiance retrouvée des marchés financiers internationaux. »

«non-révolution douce» même si elle infléchit le cap et la méthode.

### Qu'est-ce qui va mieux ?

Parmi les indicateurs de l'amélioration, **la croissance de l'activité** en 2017 (2,7%) et celle, un peu atténuée, qui est prévue pour les deux années suivantes, sont un peu plus rapides que la moyenne de la zone euro. Cette vigueur est due à la **croissance des exportations**, mais aussi à la **relance modérée de la consommation** depuis 2016 (+2,2% en 2017) suite aux mesures qui ont quelque peu amélioré le pouvoir d'achat, surtout parmi les bas revenus.

La croissance des exportations a davantage poussé l'activité que celle de la consommation intérieure. Elle a réussi à **inverser le déséquilibre extérieur**, alors que le gouvernement précédent n'avait pu que diminuer le déficit extérieur en baissant le coût salarial de 5% (alors qu'il augmentait de 5,5% dans la zone euro)<sup>4</sup>. Ce résultat du gouvernement Coelho était aussi dû au ralentissement des importations en contexte de récession marqué par la faiblesse de la demande intérieure. Actuellement, la hausse du surplus extérieur est toutefois en train de ralentir du fait de la réduction du commerce mondial.

Profitant de la croissance espagnole et de la faiblesse de l'euro dans un premier temps, la croissance des exporta-

en particulier soit devenue un foyer de créateurs dans le domaine de la mode, tandis que de nombreuses innovations technologiques voient le jour dans la fabrication portugaise des textiles.

Le rebond des exportations tient pour 20% dans le **nouveau boom touristique** démarré en 2010 que le gouvernement compte encore impulser dans les années qui viennent. Les investissements touristiques visent souvent le haut de gamme. Mais comme un nuage à l'horizon, la baisse de la livre causée par le Brexit fait craindre un reflux des touristes anglais.

La relance de l'activité a permis davantage de **créations nettes d'emplois** (150.000 en 2017<sup>6</sup>), et une **baisse remarquable du chômage** de 17% en 2013 à 6,7% au 2<sup>e</sup> trimestre 2018 (sous la moyenne européenne) à laquelle contribue l'émigration de dizaines de milliers de jeunes par an. L'émigration qui avait décéléré depuis la crise de 2008 jusqu'en 2011 avant les mesures d'austérité s'était ensuite accélérée jusqu'à 150.000 départs par an<sup>7</sup>.

Cependant, l'amélioration de ces indicateurs de croissance et d'emploi n'a pas été plus rapide et fut parfois moins rapide qu'en Espagne<sup>8</sup> (sous le gouvernement conservateur) qui a également connu une relance. Celle-ci a été bénéfique au Portugal pour qui l'Espagne représente 25% de ses exportations. De plus, la croissance a commencé à s'essouffler en 2018 comme dans le reste de l'UE<sup>9</sup>.

moins jusqu'en 2017, d'une stabilisation des tendances (taux de croissance des exportations et des investissements, rythme de réduction du chômage). Comme si lâcher du lest via une sorte de politique mixte (de rigueur et de relance, de l'offre et de la demande) plus orientée sur le social (enseignement, inégalités), devait prendre le relais d'une politique d'austérité et de libéralisation qui était en train d'épuiser la société et de compromettre l'avenir. La réussite de la gauche est d'avoir apaisé la population, lassé des sacrifices et du discours austéritaire, d'avoir redonné confiance dans l'avenir à une partie de la population. Une partie, car la crise et les politiques de crise ont certainement détruit des projets, des années de jeunesse, des états de santé, ou même des vies (voir plus loin).

L'attribution d'une bonne partie de l'amélioration des indicateurs à l'action du gouvernement Coelho sous pression de la Troïka ne veut pas dire que ce fut un mal nécessaire d'un point de vue purement économique. Car même le FMI a reconnu le caractère contre-productif d'une austérité excessive, alors qu'il était communément admis qu'une purge rapide s'avérait moins coûteuse qu'un étallement des efforts budgétaires.

## Des mesures sociales sélectives

Les mesures sociales du gouvernement Costa sont assez limitées. Elles contribuent toutefois au climat de soulagement dans la population, et d'apaisement sur le front social, sans faire craindre le retour du bâton vu les résultats budgétaires dans les clous européens. Mais en visant le bas de l'échelle, l'impact sur la consommation et la croissance est maximisé. Aussi, en visant les fonctionnaires, le gouvernement espère une certaine paix sociale et le maintien du soutien de ses alliés.

Jusqu'alors gelé à 485 euros bruts de 2011 à 2014, le salaire minimum fut relevé chaque année jusqu'à 580 euros en 2018, touchant désormais un peu plus de 20% des travailleurs<sup>17</sup>. Cette hausse a été compensée pour les employeurs par une baisse des cotisations de 23%

à 22%. De plus, l'imposition des bas salaires a été réduite. Ainsi le Portugal a suivi la recommandation de l'OIT pour relancer la demande intérieure (tandis que le FMI a par contre récemment critiqué le fait que la hausse du salaire minimum dépasse celle de la productivité). Les allocations familiales, les petites retraites et d'autres prestations sociales qui avaient été baissées ont quant à elles été revalorisées.

Dans la fonction publique, les salaires qui avaient été réduits de 3,5% à 10%<sup>18</sup> ont été débloqués et la durée du travail qui avait été relevée à 40h (sans hausse salariale) est ramenée progressivement à 35h. Certaines embauches ont cherché à pallier le manque de personnel résultant de la perte de 60.000 emplois.

De manière générale, les hausses salariales consenties après 10 ans de gel des salaires (sans système d'indexation) sont très insuffisantes pour les bas

*« La réussite de la gauche est d'avoir apaisé la population, lassé des sacrifices et du discours austéritaire et d'avoir redonné confiance dans l'avenir. »*

salaires selon le syndicat CGTP qui estime que « le gouvernement reste dans l'obsession de réduction du déficit ».

Enfin, le gouvernement vient d'abolir le blocage des pensions anticipées sans revenir aux seuils antérieurs de 55 ans et 30 ans de carrière, mais en les ramenant tout de même à 60 ans avec 40 ans de carrière à partir d'octobre 2019 tandis que la gauche radicale s'oppose au maintien d'une condition d'âge. Au grand dam des syndicats UGT et CGTP, il ne revient pas, pour l'instant du moins, sur la liaison de l'âge de la retraite à l'espérance de vie (66 ans et 3 mois en 2017).

## Flexibilisation: pas de revirement radical

Le gouvernement précédent avait mis en œuvre l'injonction de la Troïka de flexibiliser davantage le marché du travail. Par exemple en facilitant les licenciements et en réduisant les indemnités dès 2012, pour permettre aux entreprises

de s'adapter à la demande fluctuante et à l'exigence de modernisation. Mais aussi en réduisant de moitié le coût des heures supplémentaires grâce aux « banques d'heures » (150h maximum par an par travailleur sans dépasser 10h de travail par jour). Ou encore en limitant sévèrement l'extension des accords aux entreprises du secteur. La flexibilisation et la rotation accélérée du personnel avaient permis de contourner l'illégalité d'une réduction salariale.

Il est à noter qu'au Portugal, cette flexibilisation du marché du travail (qu'a encore voulu accentuer la Troïka) était à l'œuvre bien avant la crise financière et plus avancée que dans beaucoup de pays européens: adaptation très variable des salaires à l'inflation, rehaussement tout aussi variable entre secteurs des salaires minimum négociés au-delà du minimum national, licenciements collectifs pour restructu-

rations, licenciements pour raisons économiques et technologiques, contrats à durée déterminée y compris dans la fonction publique, prestations de services sous statut d'indépendant sans cotisations sociales. Un statut qui, depuis 10 ans déjà, représente un quart des emplois et 45% des emplois des jeunes entre 20 et 23 ans en 2017. Cette variabilité des contrats rend les travailleurs ayant un emploi stable réticents à changer d'emploi par peur du chômage et de vivre une trajectoire d'emploi erratique. Globalement, le problème portugais est d'ailleurs celui de cette segmentation du marché du travail et non pas celui de sa « rigidité » car depuis longtemps le pays connaît au contraire un taux relativement élevé de création et de destruction d'emplois<sup>19</sup>.

Jusqu'à présent, le gouvernement Costa n'est pas grandement revenu sur les mesures prises dans le passé. Il n'y a pas de révision en vue du cadre légal des licenciements<sup>20</sup>. Les quatre jours

fériés qui avaient été supprimés dans les secteurs privé et public ont été réinstaurés, mais pas encore les 3 jours de congés payés qui étaient aussi passés à la trappe. Par contre, un accord avec les partenaires sociaux (sauf la CGTP) est intervenu le 18 juin dernier, notamment pour réduire la durée des contrats à durée déterminée de 3 à 2 ans et limiter le nombre de leurs reconductions. L'accord prévoit aussi de limiter à 6 les renouvellements des contrats intérimaires, d'augmenter de 15 à 35 jours les contrats courts non écrits, de supprimer la possibilité de «banques d'heures» négociées individuellement entre l'employeur et le travailleur et d'instaurer... en 2020, une cotisation progressive jusqu'à 2%, désincitant à la rotation excessive du personnel via les contrats à durée déterminée<sup>21</sup>.

## Une attractivité fiscale non remise en cause

Les avantages fiscaux ne font pas partie des recettes initiées par la gauche, mais celle-ci ne les remet guère en cause car ils contribuent à son bulletin positif tout en ayant de fâcheux effets pervers. En automne 2012, c'est le gouvernement de centre droit qui a cherché à attirer des investisseurs non-ressortissants de pays de la zone euro par les «visas dorés» leur offrant la nationalité portugaise après 6 ans d'installation et l'accès à

l'espace Schengen. Condition: investir pour au moins 500.000 euros dans l'immobilier ou un million dans l'économie, pendant 5 ans minimum. En avril 2017, près de 5.000 visas avaient déjà été octroyés, surtout à des Chinois, des Brésiliens, des Russes et des Anglais, moyennant l'injection de 3 milliards d'euros, essentiellement dans l'immobilier<sup>22</sup>. En 2013, fut introduit un statut de «résident non habituel» exonérant d'impôt pendant 10 ans la retraite perçue dans son pays d'origine de tout retraité européen qui achète ou loue au Portugal pour y résider au moins 183 jours par an. Un avantage qui a attiré des Français, des Suédois et des Anglais.

Mais le nouveau boom de l'immobilier (hausse de 30% des prix depuis 3 ans<sup>23</sup>), essentiellement à Lisbonne et Porto, fait actuellement craindre une bulle spéculative quasi uniquement alimentée par des investissements étrangers<sup>24</sup>. En particulier, le déblocage des loyers dans le centre historique de Lisbonne a attiré les investissements étrangers spéculatifs en vue de tirer profit d'habitations délabrées à bas prix, transformables en hébergement touristique lucratif, non sans expulser de nombreux habitants. Certes peut-on se réjouir des rénovations qui s'en sont suivies et du fait que les quartiers historiques attirent de nouveaux commerces et services. Mais les loyers des appartements sont devenus inaccessibles aux locaux. La

ville vient de décider de suspendre, à partir du 21 octobre, tout enregistrement de logements touristiques dans cinq quartiers, alors qu'ils représentent souvent quelque 25% des logements.

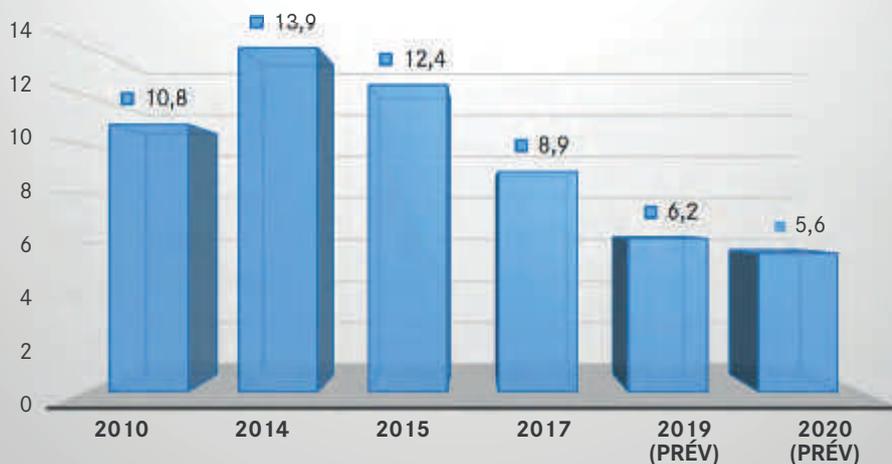
Par ailleurs, la fiscalité sur les bénéfices des sociétés ne semble pas parmi les plus attractives avec un taux pouvant atteindre 23%, ce qui est proche du taux facial moyen européen. Les investisseurs étrangers<sup>25</sup> ont surtout été attirés par une main-d'œuvre qualifiée plus nombreuse aujourd'hui et bon marché (quoique plus chère que dans la majorité des pays d'Europe centrale) et par une certaine qualité de vie, mais aussi par les réformes libérales aujourd'hui partiellement amenuisées.

## Fragilités de l'économie portugaise

Le recours à l'aide financière internationale en 2011 pour 78 milliards d'euros qui a amené les réformes libérales et des restrictions très douloureuses est évidemment le résultat de la défiance des marchés financiers suite à la crise financière de 2008. Celle-ci avait porté atteinte aux pays à faible potentiel de croissance, démultipliant les taux d'intérêt de leurs emprunts au point de gonfler leur dette publique puis de leur fermer la porte des marchés financiers. Ce ne fut pourtant pas la seule cause du naufrage du Portugal dans la tempête financière. En effet, les déséquilibres macroéconomiques progressifs du Portugal depuis l'adhésion à l'UE et la montée du déficit public depuis 1998, avaient déjà rendu le pays vulnérable.

Son potentiel économique et notamment la compétitivité des industries traditionnelles, le taux d'investissement dans l'industrie ainsi que la balance commerciale, avaient été affectés depuis longtemps par différents facteurs historiques<sup>26</sup>. Parmi eux, citons le gonflement du secteur tertiaire abrité de la concurrence internationale qui a absorbé la réduction des emplois ruraux, mais a généré une inflation salariale et une raréfaction des crédits à l'industrie. À cela s'ajoute la surchauffe inflationniste qui suivit le boom économique lié à l'ad-

### Taux de chômage % popul. active



Au Portugal, la baisse du taux de chômage devrait continuer en 2019 et 2020.

hésion à l'UE. S'ajoute aussi la politique anti-inflationniste via une surévaluation de l'escudo dans les années 90 afin de pouvoir rejoindre l'Union économique et monétaire européenne, ce qui a renchéri les biens exportables. Enfin, pointons comme autres facteurs, l'adhésion de la Chine à l'OMC en 2001, l'élargissement à l'Est du marché unique européen en 2004 et 2007 ou encore la fin de l'accord multifibres en 2005<sup>27</sup> et la protection qu'il offrait au secteur textile en limitant les importations asiatiques.

Du côté des comptes publics, le développement de l'État-providence, de l'enseignement et des infrastructures, le soutien à l'acquisition de son logement et indirectement au secteur de la construction, ont fait monter le déficit. Ce qui, au fil des années, et combiné à la hausse de l'endettement des entreprises et de celle des consommateurs, se révéla problématique avec le renchérissement des taux d'intérêt.

Ainsi, les déséquilibres publics et externes ont-ils pu culminer, coïncidant avec l'arrêt de la convergence européenne du Portugal au tout début des années 2000. Aujourd'hui, le pays reste fragile. Malgré une amélioration notable, le taux d'endettement public reste l'un des plus élevés de l'UE. L'endettement du pays souffre aussi d'une dette privée importante des entreprises comme des ménages, tandis que le taux d'épargne nationale reste faible. Un mauvais signe de solvabilité du pays en cas de nouvelle récession face à la nécessité de recourir aux marchés financiers internationaux où se négocie près de deux tiers de la dette publique.

Autre facteur de risque, telle une épée de Damoclès: le secteur bancaire. Insuffisamment assaini et recapitalisé à la suite de la crise financière, il reste fragile à cause d'un taux de crédits toxiques/créances douteuses parmi les plus élevés d'Europe (14,6% des crédits en 2017)<sup>28</sup>. Ce qui rend les banques craintives à financer les investissements des entreprises, met en péril les PME car très dépendantes du secteur bancaire et risque encore d'obliger le gouvernement à intervenir, tel un «cristo rei» salvateur, en alourdissant sa dette publique.



### Le gouvernement Costa prône la mutualisation des dettes publiques européennes.

Au total, l'endettement peut encore nécessiter une «opération de sauvetage» en cas de conjonction d'une hausse des taux d'intérêt, de ralentissement économique international et de mise en péril du système bancaire. Si par trop évoquer une annulation partielle de la dette peut alourdir la charge de la dette portugaise en amenuisant la confiance retrouvée des marchés financiers, il s'agirait, dans le cadre d'une relance du projet européen, comme tente de le faire Mario Centeno, de plutôt faire avancer l'idée (qui n'est pas neuve, mais qui est à contre-courant des replis nationaux actuels) d'une mutualisation partielle des dettes publiques européennes pour en réduire les charges d'intérêt<sup>29</sup>. Et aussi de défendre qu'une stratégie européenne d'investissement dans le cadre d'une convergence de l'Union, est préférable à l'émigration subie, notamment des jeunes qualifiés, dès lors qu'elle réduit le potentiel économique des pays en difficulté. Sans parler d'une réduction du surplus extérieur de l'Allemagne via une augmentation de ses salaires...

Enfin, citons encore quelques éléments additionnels qui fragilisent le pays ou retardent son développement: dépendance aux exportations, valeur ajoutée

faible en moyenne dans l'industrie, faible croissance de la productivité, qualifications encore faibles en moyenne, investissements et R&D insuffisants, prix de l'énergie...

### «Austérité déguisée»<sup>30</sup> et dégâts de la crise

Alors que la demande intérieure augmente, mais reste encore faible, le tableau en demi-teinte cache ses ombres.

Après que plus de 600.000 Portugais aient quitté le pays depuis 2011, les jeunes qualifiés continuent à émigrer pour trouver un emploi, de meilleures conditions de travail et d'emploi, ou une rémunération liée à leurs compétences. Certes, leur nombre diminue tandis que certains reviennent au pays. L'émigration cache ainsi une austérité déguisée dans le sens que, sans elle, le souci budgétaire serait amplifié. En outre, le Portugal a besoin de main-d'œuvre qualifiée et de rajeunir sa population vieillissante pour faciliter le financement des pensions à terme. Ce qui explique la main tendue en octobre aux émigrés portugais au Venezuela leur garantissant 18.000 emplois au pays.

Les dégâts de la crise et des politiques de crise demanderaient à être évalués. Une recherche récente montre que pour les jeunes, dont les plus vulnérables sont souvent dans l'impossibilité d'émigrer, les opportunités d'emploi sont

fréquemment disqualifiantes, durablement précaires, avec de très mauvaises conditions de travail et des heures supplémentaires non payées. Tout cela génère une réduction des liens sociaux et de solidarité, des problèmes de santé mentale et une perte de confiance en soi, mais aussi à l'égard du monde politique et des institutions et notamment des services de l'emploi<sup>31</sup>.

Le Portugal reste un des pays les plus inégalitaires de l'UE en termes de revenus, même si l'inégalité tout comme le taux de pauvreté ont été quelque peu réduits (de 27 % à 23 %<sup>32</sup>) après avoir augmenté en raison de la crise et de la purge du gouvernement précédent. Une pauvreté qui a augmenté particulièrement

## « Espérons que les alliés critiques d'Antonio Costa attendront la consolidation de la sortie de crise et un horizon serein pour lancer leur offensive électorale. »

parmi les jeunes et les enfants et parmi les travailleurs précaires (à 22 % des emplois, le travail à temps partiel est parmi les plus élevés de l'UE)<sup>33</sup>. Il serait entre autres nécessaire de relever davantage les allocations car elles réduisent trop peu le taux de pauvreté<sup>34</sup>, de réduire le chômage de longue durée, et d'enfin réaliser le projet de revenu minimum garanti.

### Et le miracle politique ?

Comment expliquer que perdre cette « geringonça » (structure fragile, complexe et peu crédible) comme fut surnommée cette alliance parlementaire ? Il faut d'abord avoir à l'esprit que la politique d'austérité et de réformes fut assumée par les partenaires sociaux, sous contrainte certes, mais avec la conscience que la sortie de l'euro aurait causé un appauvrissement général et la faillite des banques portugaises. Les sacrifices consentis devaient permettre de retrouver de la souveraineté et des marges de manœuvre sur le plan social.

Mais lorsque le bout du tunnel fut en vue, un consensus a commencé à émerger pour arrêter l'excès de zèle libéral du gouvernement Passos Coelho, au nom

de la prise de responsabilité et pour éviter le caractère contre-productif d'une austérité permanente.

Il faut ensuite souligner l'habileté à la fois économique et politique du Premier ministre. Il a d'abord su prendre rapidement des revirements radicaux à forte portée symbolique comme l'arrêt des privatisations encore projetées (transports en commun) et le relèvement à 50 % de la participation de l'État dans la TAP<sup>35</sup>. Antonio Costa a ensuite conduit un fin mixage économique à géométrie variable, slalomant entre les exigences de la Commission européenne et celles de la gauche radicale. Il a tour à tour pris une mesure pour compenser l'effet pervers d'une autre : hausse des revenus des particu-

liers au prix d'une baisse des investissements publics, hausse de l'ISOC nuisant aux investissements privés, mais relance des investissements publics, etc.

Mais la gauche radicale prône la suppression de davantage de mesures du gouvernement Coelho, voire un allègement de la dette. Et des grèves et mobilisations importantes ont lieu régulièrement dans divers secteurs publics (santé, transport, enseignement). Prudent, Antonio Costa a signé un accord en avril avec le PSD pour qu'il soutienne les réformes à venir et une autre utilisation des fonds structurels européens<sup>36</sup>. Espérons que les alliés critiques d'Antonio Costa attendront la consolidation de la sortie de crise et un horizon international serein pour lancer leur offensive électorale, quitte à prolonger au-delà d'une législature. #

(\*) Conseiller socio-économique au MOC

#### Lire aussi

- Martin MYANT, Sotiria THEODOROPOULOU, Agnieszka PIASNA, **Unemployment, internal devaluation and labour market deregulation in Europe**, ETUI, 2016.
- Xavier DUPRET, **Le miracle portugais recto verso...**, ACJJ, juin et octobre 2017.

1. Ensemble, la gauche réunit 122 sièges sur 230.
2. C. THIBAUD, « L'improbable redressement du Portugal a eu lieu », *www.lesechos.fr*, 22/06/2017.
3. « Au Portugal, prendre l'UE à contre-pied, ça fonctionne ! », *www.indigne-du-canape.com*
4. G. HORNY, « Le rétablissement du Portugal ? Une réussite incontestable, pas un modèle », *www.slate.fr*, 08/05/2018.
5. R. ETWAREEA, « Le textile portugais s'offre une nouvelle jeunesse », *www.letemps.ch*, 22/07/2018.
6. S. CLAUWAERT, « The country-specific recommendations 2018-2019 in the social field. An overview and comparison », *ETUI*, 31/05/2018.
7. I. DOS SANTOS, « L'émigration au Portugal, avatar d'un pays « semi-périphérique » » métropole postcoloniale, *Hommes et migrations* n° 1302, 2013.
8. G. LEFRANC, « Pas de miracle antilibéral au Portugal ! » *www.blogs.mediapart.fr/jean-marc-b/blog/220218*.
9. G. DUVAL, « Pourquoi le Portugal ne va pas si bien qu'on le dit, » *Alternatives économiques*, 30/08/2018. « La gauche portugaise trace sa voie économique », *www.deblog-notes.com*, 03/04/2018.
10. Commission européenne (2018).
11. La banque publique Caixa geral de depositos.
12. G. LEFRANC (2018).
13. OCDE, *Relatorios econômicos*, Portugal, Fev 2017.
14. « La dette publique des États de l'Union européenne », *www.touteurope.eu* 26/07/2018.
15. Commission européenne, *Recommandations au Conseil*, 23/05/2018.
16. Note publiée par l'Ambassade de France au Portugal, nov 2017.
17. Commission européenne, *Recommandations au Conseil*, 23/05/2018.
18. ETUI, *Labour law reforms in Portugal – background summary*, 2018.
19. L. AMARAL, *Economia Portuguesa, As ultimas décadas*, Ed. FFMS, 2010.
20. Commission européenne, *Recommandations au Conseil*, 23/05/2018.
21. Ministère de l'Économie (communications gouvernementales).
22. M. VAKIRIS, « Le Portugal séduit toujours plus de Suisses pour leurs vieux jours », *www.bilan.ch*, 03/05/2017.
23. M.-L. DARCY, « Les limites de la baisse du chômage au Portugal », *www.la-croix.com*, 30/07/2018.
24. *www.deblog-notes.com* (2018).
25. Volkswagen, Renault, PSA, Bosch, Siemens, BNP Paribas, Google.
26. L. AMARAL, *idem*.
27. En 2008 pour la Chine.
28. Commission européenne, *Recommandations au Conseil*, 23/05/2018.
29. E. DOR dans « Le cas portugais est un juste milieu entre l'austérité excessive et un dérapage complet », *www.lalibre.be*, 06/05/2017.
30. N. ROSSEL, « La face sombre du « miracle » économique portugais », *www.revolutionpermanente.fr*, 25/08/2018.
31. G. COSTA, *Social disinvestment and vulnerable groups in Europe in the aftermath of the financial crisis, The case of young people in Portugal*, Lisbon : EAPN Portugal/Leuven : HIVA-KU Leuven, RE-InVEST project, août 2017 (*www.re-invest.eu*).
32. En 2015, le seuil de risque de pauvreté à 60% du revenu médian portugais était de 411 euros par mois.
33. S. CLAUWAERT, *idem*.
34. S. CLAUWAERT, *idem*.
35. La TAP Air Portugal est la compagnie aérienne nationale portugaise.
36. *www.slate.fr* (2018)

## Nicaragua

# Ortega, le masque est tombé

> Stéphanie BAUDOT

Le Nicaragua traverse sa plus grande crise de régime depuis la chute de la dictature des Somoza fin des années 70. De la mobilisation d'étudiants s'opposant à une réforme de la sécurité sociale brutalement réprimée par les forces armées gouvernementales a suivi un large mouvement de contestation populaire réclamant le départ de Daniel Ortega. Que reste-t-il de l'ancien révolutionnaire sandiniste ? Comment la dérive s'est-elle opérée ? Et comment la gauche survivra-t-elle à la secousse ? Éclairage.

Qui se rappelle du 19 juillet 1979 ? La révolution populaire nicaraguayenne soutenue par le Front sandiniste de Libération nationale (FSLN) venait à bout, après des années de lutte sanglante, de la dictature des Somoza. Qui se souvient des campagnes de récolte de fonds organisées par des militants belges de gauche afin de soutenir le mouvement révolutionnaire, conformément à la grande solidarité internationale qui jaillissait de partout ? Et qui n'a pas oublié les héros populaires que la révolution a vus naître, ces jeunes combattants qui sont tombés pour leur nation et ceux qui l'ont portée sur le chemin de la démocratie ? Beaucoup sans doute parmi les jeunes idéalistes de l'époque. Inspirés par ce mouvement révolutionnaire qui comptait une large participation de femmes. Par ce petit poucet d'Amérique centrale qui osait défier l'impérialisme étasunien et revendiquer une culture propre. « Andará Nicaragua » chantait le Cubain Silvio Rodríguez, « su camino en la gloria, porqué fue sangre sabia, la que hizo su historia »<sup>1</sup>.

Parmi ces héros, l'Histoire en a retenu un. Daniel Ortega, à qui le peuple confia le pouvoir démocratiquement en 1984. Son nom est alors associé aux grands chantiers de transformations sociales dans le pays : réforme agraire et redistribution des terres, programme national d'alphabétisation, investissement dans des programmes de santé...

Aujourd'hui, l'ex-guérillero revient au-devant de la scène. Mais cette fois, il semble avoir lui-même vêtu le sombre costume du dictateur, semant une grande confusion au sein de la gauche latino-américaine.

### Aux origines du conflit

L'autoritarisme d'Ortega a éclaté à la face du monde en avril dernier. Dans une violence extrême et inattendue, le leader du FSLN a riposté face aux manifestants—essentiellement étudiants—qui s'opposaient au

projet gouvernemental de réforme de la sécurité sociale<sup>2</sup>. Des forces progouvernementales<sup>3</sup> et la police ont tiré sur les manifestants faisant plusieurs morts. « 32 tués en 4 jours », déplore Ana Mercedes. Nicaraguayenne, professeure à l'Université fédérale du Rio Grande do Sul, au Brésil, elle revient sur l'escalade de violence et l'amplification du mouvement. « L'autoritarisme d'Ortega ne date pas d'hier, mais jusqu'alors, il n'avait pas besoin d'utiliser la violence armée pour réprimer. La manifestation du 18 avril a eu une plus grande répercussion que d'habitude, notamment parce que des groupes d'étudiants écologistes s'étaient déjà soulevés contre le gouvernement quelques semaines auparavant, préoccupés par la négligence avec laquelle il gérait l'incendie de la réserve Índio Maíz, laissant partir en fumée plusieurs milliers d'hectares de forêt. L'intensité de la répression avec laquelle les forces armées ont agi à l'encontre des manifestants, provoquant la mort d'étudiants a alors déclenché la furie populaire. »

Malgré l'annonce du retrait de la réforme sur la sécurité sociale, les protestations se sont poursuivies, réclamant justice et démocratie. « La mémoire du peuple nicaraguayen de lutte contre la dictature s'est brutalement réveillée et a débouché sur un processus d'insurrection civique qui s'est répandu comme une trainée de poudre. Ortega a ravivé le dramatique souvenir de la figure du dictateur qui est encore vif dans la mémoire collective des Nicaraguayens. » Et de poursuivre : « J'ai connu la révolution sandiniste et je suis encore en vie, mes enfants et mes petits-enfants aussi... »

Tentant d'étouffer la colère populaire, Ortega n'a fait que la renforcer. Plusieurs secteurs de la société insatisfaits par la politique et le désintérêt du gouvernement,—mouvements de paysans, féministes<sup>4</sup>, groupe d'opposition à la construction du canal transatlantique, habitants pauvres des périphéries urbaines—ont progressivement rejoint le

1. *Chanson urgente pour le Nicaragua* (1982), « Le Nicaragua marchera, son chemin dans la gloire, car c'était un sang sage, celui qui a fait son histoire ».

2. Il s'agissait d'un projet de réforme des retraites préconisé par le FML qui couplait hausse des cotisations et baisse des pensions.

3. Au début, ce sont les « fuerzas de choque » de la « juventud sandinista » qui, avec l'appui de la police, ont attaqué les manifestants, comme elles le faisaient à chaque mobilisation avec des pierres, barres de fer, bâtons. Comme elles ne venaient pas à bout de la protestation, des francs-tireurs ont commencé à tirer. Progressivement, ces forces armées se sont structurées en organisation paramilitaire.

4. Les féministes s'opposent entre autres à l'interdiction thérapeutique de l'avortement, votée en 2007, rendant sa pratique illégale dans tous les cas.

mouvement de protestation, lui conférant à chaque nouvelle adhésion plus d'ampleur mais aussi plus de radicalité. Aujourd'hui, c'est le retrait immédiat du couple Ortega-Mujillo<sup>5</sup> que plus de 70% de la population réclame...

## Une contre-offensive brutale

Le gouvernement Ortega légitime sa brutalité en criant à la tentative de coup d'État financée par les États-Unis, pourtant son principal allié commercial. Le régime accuse aussi ses autres partenaires d'être responsables des troubles dans le pays. Il reproche ainsi à l'Église catholique de soutenir les putschistes notamment en mettant à disposition ses bâtiments pour accueillir et soigner les blessés et au grand patronat d'avoir organisé le soulèvement populaire pour faire abroger le projet de réforme dont il ne voulait pas. L'objectif des autorités nicaraguayennes consiste dès lors à éliminer, «nettoyer», le pays des putschistes, des «terroristes» pour reprendre la situation en main.

En juillet dernier, elles ont fait un pas de plus dans la mise en œuvre de leur «contre-

sandiniste à l'extérieur mais en interne, ne mène pas une politique de gauche. C'est un gouvernement prétendument socialiste qui poursuit un agenda néolibéral et conservateur». Lors de son retour à la présidence en 2007, après avoir passé seize ans dans l'opposition, Ortega a choisi de s'allier avec tous ceux qui pourraient être ses opposants—l'aile la plus conservatrice de l'Église catholique, le grand patronat, les partis de droite—sans renoncer à son engagement sandiniste. Une image illustre ce changement de cap: l'inauguration en 2016 d'un musée à l'effigie du pape Jean-Paul II, l'ennemi juré des sandinistes, juste à côté du Centre récréatif Salvador Allende.

Le virage néolibéral et conservateur de l'ortéguisme se marque sur plusieurs plans selon Bernard Duterme<sup>9</sup>. Au plan économique, il poursuit un modèle de développement agro-exportateur et extractiviste dont le bilan environnemental est problématique. «Chaque année, selon la FAO, le rythme

“ Le bilan humain de cette répression s'alourdit de jour en jour : entre 300 et 500 tués depuis le début du conflit. ”

offensive» en adoptant une loi antiterroriste. La criminalisation de la lutte sociale constitue la troisième phase du conflit. À partir de là, tout un système est mis en place pour réprimer: les acteurs de la lutte sociale sont accusés de terrorisme, dénoncés, arrêtés et torturés par les milices progouvernementales<sup>6</sup>. Ces mêmes milices qui parcourent le pays, cagoulés, pour intimider la population et éliminer les barrages et barricades y compris au sein des universités.

Le bilan humain de cette répression s'alourdit de jour en jour: entre 300 et 500 tués<sup>7</sup> depuis le début du conflit et des centaines d'emprisonnements et de disparitions. Des milliers<sup>8</sup> de personnes dont les leaders d'opposition et les jeunes qui ont participé aux manifestations se terrent ou fuient le pays, principalement vers le Costa Rica.

## Sandiniste Ortega ?

Pour Bernard Duterme, directeur du Centre tricontinental (CETRI), «le gouvernement s'affiche comme



de déforestation au Nicaragua est de 2.3% au profit de l'élevage». «Et au niveau familial, moral et religieux, le code de la famille illustre le virage conservateur de l'État, tout comme la grande proximité du couple présidentiel avec le cardinal Obando y Bravo (décédé récemment) présent à leurs côtés à chaque cérémonie officielle. Ce "faiseur de présidents" à la tête de l'Église ultraconservatrice a été farouchement anticommuniste et anti-sandiniste pendant de longues années».

Bien que le sandinisme ne soit plus au cœur de la politique, les drapeaux rouge et noir flottent toujours sur le Nicaragua. Ortega continue à utiliser une rhétorique de gauche et à entretenir sa figure de commandant révolutionnaire, qu'il incarne encore auprès d'une partie du peuple nicaraguayen.

5. Daniel Ortega a nommé son épouse Rosario Mujillo vice-présidente et l'a désignée comme sa successeuse en cas de décès.

6. Les milices paramilitaires ont été fortement utilisées au moment du «nettoyage». Elles agissent de manière coordonnée avec l'appareil de répression du régime: la «fiscalía», les juges, les prisons. Dernièrement, même les manifestations ont été interdites par le gouvernement.

7. Parmi lesquels 87,18% de civils désarmés, 4,5% de policiers et 8% de paramilitaires.

8. 30.000 Nicaraguayens auraient déjà fui le pays.

9. Voir à ce sujet B. DUTERME, *Toujours sandiniste, le Nicaragua ?* Ed. Couleur livres asbl, Mons, 2017.

Ana Mercedes raconte toujours cette anecdote pour montrer la force qu'avait la figure de Daniel pour une génération de Nicaraguayens. « Nous avons eu l'opportunité de le rencontrer il y a une vingtaine d'années. Lorsqu'il a embrassé ma fille âgée alors de trois ans, il lui a demandé son prénom. Et la petite de s'étonner : « Comment ? Tu ne te rappelles donc plus de moi ? » Daniel avait une présence forte dans nos familles au point que dans l'imaginaire d'un enfant il en faisait partie. »

En jouant ainsi sur deux tableaux, Ortega a tiré les avantages des uns et des autres. Il a loué allégeance à L'Alliance bolivarienne pour les Amériques d'un côté et au Fonds monétaire international de l'autre. Il a soutenu les investisseurs privés étrangers en leur offrant des conditions sociales, fiscales et environnementales très intéressantes tout en menant un programme de lutte contre la pauvreté. Cela lui a permis d'avoir des alliés dans les deux camps. Les États-Unis d'un côté et le Venezuela de l'autre. Cette manière de faire, combinée à un contexte économique très favorable—envolée des cours de matières premières— a permis au Nicaragua un redressement important pendant dix ans, de 2006 à 2016 faisant baisser la pauvreté mais augmenter la concentration des richesses... Mais ce faisant, Ortega s'est aussi détourné du projet politique et économique du sandinisme.

## Lente dérive de la démocratie

Ortega s'est aussi éloigné des racines démocratiques du sandinisme en faisant dériver son pouvoir vers toujours plus d'autocratie, avec le point d'apothéose que nous connaissons aujourd'hui. Mais comment ces anciens révolutionnaires ont-ils « perdu le sens de la vie »—pour reprendre les mots de José Mujica<sup>10</sup>—? « La réponse n'est pas simple... », selon Ana Mercedes. « Il s'agit du résultat d'une lente transformation, d'un processus complexe. Je dis toujours que la révolution ne s'est pas perdue avec la défaite électorale du Front sandiniste en 1990. Elle s'est perdue postérieurement, au cours d'un processus d'embourgeoisement et d'enrichissement des élites sandinistes. » En effet, après la victoire de la droite aux élections de 90, les dirigeants sandinistes se sont réparti les biens de l'État provenant des expropriations des somozistes (propriétés agricoles, banques, entreprises) justifiant qu'il fallait sauver les projets révolutionnaires pour le futur<sup>11</sup>. « À partir de là, on a assisté à une perte progressive des mécanismes de débats et les discussions politiques ont été progressivement concentrées dans les mains du clan Ortega. » Aujourd'hui, il possède et contrôle l'ensemble des pouvoirs de l'État (exécutif, législatif, judiciaire et électoral), mais aussi plus de la moitié des médias

et le Front sandiniste lui-même, devenu un appareil à son service. Cette concentration autocratique du pouvoir est visible au travers du complexe immobilier El Carmen regroupant le domicile du couple présidentiel, les bâtiments du gouvernement et ceux du Front sandiniste.

Les alliances et pactes qu'Ortega a conclus avec la droite et l'Église conservatrice, au cours de sa reconquête du pouvoir (de 1990 à 2006) et consolidés lors sa réélection de 2006, ont aussi contribué à son éloignement progressif de sa base et de ses idéaux de jeunesse.

## La gauche latino-américaine déchirée

En 2018, la situation a bien changé. Le contexte économique n'est plus au beau fixe, l'allié vénézuélien est lui-même en grande difficulté, la population ne supporte plus son autoritarisme, les alliés d'hier sont aujourd'hui ciblés comme responsables des tensions internes... Les États-Unis ont récemment condamné les agissements de l'administration nicaraguayenne, elle qu'ils encensaient il y a peu encore pour « son orthodoxie, sa responsabilité et la conformité de ses orientations économiques ». Ortega est donc de plus en plus isolé. Comment peut-il s'en sortir ou plutôt, combien de temps va-t-il encore tenir ? Et sur qui peut-il encore compter ?

S'il bénéficie encore du soutien significatif d'une partie de la gauche latino-américaine, adepte de la thèse du coup d'État, il a aussi de véritables détracteurs dans le camp des progressistes, notamment au sein de ses anciens camarades de combat. Un véritable abîme sépare ceux qui restent fidèles à Ortega<sup>12</sup> arguant que c'est un moindre mal face à un retour de la droite et ceux qui dénoncent ses agissements. Comment réconcilier ces deux positions qui s'ancrent dans des principes et des modes d'action littéralement opposés ? Iosu Perales<sup>13</sup> dit que l'unicité devrait se fonder sur ce qui fait la force et la légitimité de la gauche, à savoir sa capacité à soutenir un raisonnement critique et « à chercher la vérité », même si ce travail consiste à perdre le pouvoir. « La pensée critique, dit-il, est une pensée de combat. [...] Elle puise toute sa force dans la rigueur avec laquelle elle s'attaque non seulement au camp adverse mais aussi à son propre camp. »<sup>14</sup> L'histoire du Nicaragua nous rappelle amèrement que l'homme providentiel sortant le pays de la pauvreté n'existe pas. La pensée critique de combat consiste aussi à construire des identités « non pas autour d'un "caudillo" mais depuis la relation démocratique de base, depuis la valeur de la foule qui agit consciemment et qui rejette la soumission »<sup>15</sup>. #

10. Ex-guérillero et ex-président de l'Uruguay.

11. Cette appropriation des biens de l'État a été appelée la Piñata, du nom de ce jeu d'enfant consistant à briser un récipient contenant des friandises et à les ramasser le plus vite possible.

12. Voir B. DUTERME, « Le président Daniel Ortega dans une impasse », *Le Monde diplomatique*, octobre 2018.

13. Politologue spécialiste dans les relations internationales et en matière de coopération au développement.

14. <https://vientosur.info/spip.php?article14148>

15. *Idem*.



INTERVIEW



Nicolas DE KUYSSCHE,

Directeur du Forum – Bruxelles contre les inégalités

Le Forum – Bruxelles contre les inégalités, *Pauvrophobie*, Bruxelles, Luc Pire, 2018, 402 pages.

## « La pauvrophobie, c'est l'histoire du mépris social »

En lançant une grande campagne contre la pauvrophobie, le Forum-Bruxelles contre les inégalités s'attaque aux clichés qui collent aux basques des personnes précaires. Des préjugés qui percolent jusque dans les cénacles politiques et sont un frein à une lutte efficace contre la pauvreté. Rencontre avec Nicolas De Kuyssche, coordinateur du projet.

### *Comment définissez-vous la pauvrophobie ?*

La pauvrophobie est un concept inventé par ATD Quart Monde France en 2016. C'est un néologisme qui identifie une tendance vers une distanciation voire une hostilité plus ou moins visible à l'égard des pauvres. La pauvrophobie, c'est l'histoire du mépris social à l'égard des précaires. Ce mépris prend sa source de manière prioritaire dans des idées reçues. Et comment lutter efficacement contre la pauvreté si l'on se base sur des préjugés ? En Belgique, la proportion de personnes en situation de pauvreté ou à risque d'exclusion sociale ne cesse de grandir. On se situe à 20 %. À Bruxelles, c'est 40 %. C'est une véritable bombe sociale ! Il est fondamental de bien connaître les différentes trajectoires de cette communauté si l'on veut œuvrer à un vivre ensemble. Cela passe notamment par une lutte contre les stéréotypes. C'est tout l'enjeu de notre encyclopédie et de notre campagne.

### *La pauvrophobie est-elle en augmentation ?*

Clairement, oui. Un chiffre l'illustre : le CREDOC<sup>1</sup>, un centre de recherche français, a publié une étude en 2016 qui acte que plus d'un Français sur trois pense que les pauvres n'en font pas assez pour s'en sortir. 64 % estiment aussi qu'un chômeur peut retrouver un emploi s'il le veut vraiment. Autre chiffre : 44 % sont persuadés que les aides sociales déresponsabilisent les bénéficiaires. Malheureusement, pareille étude n'a pas été réalisée en Belgique. Mais tout porte à croire que nous sommes dans les mêmes proportions.

### *Pourquoi cette augmentation ?*

Il y a différentes explications. L'une d'elles est portée par le sociologue français Serge Paugam. Il tend à démontrer qu'en période de crise aigüe, comme lors de la grave crise financière de 2008, la représentation qu'on a des pauvres est une représentation de victime. Tout d'un coup, cela devient « excusable » d'être précaire. Mais dès que la situation s'améliore, même de manière relative, l'image des pauvres colle à nouveau à celle de paresseux et de profiteur. De manière plus générale, le passage à l'État social actif a reporté la responsabilité des situations de pauvreté sur les personnes elles-mêmes. Autrement dit : la pauvreté n'est plus la conséquence d'une inégale répartition des richesses, c'est une faute individuelle qu'il faut expier dans les méandres des dispositifs d'activation. Aujourd'hui, nous sommes dans une société dans laquelle la pauvreté n'est que trop rarement accompagnée d'empathie ou de solidarité. Les systèmes solidaristes ou de sécurité sociale sont de plus en plus critiqués et mis à mal.

### *La hausse de la pauvrophobie n'est-elle pas également liée à la libération de la parole ?*

Tout à fait ! Il y a d'ailleurs un travail à faire sur la dénonciation de ceux qui portent une parole publique qui abuse de clichés. Bien sûr, on peut admettre que ceux-ci ne viennent pas de nulle part. On connaît tous « quelqu'un dans notre entourage qui connaît quelqu'un de précaire qui "profite" de sa situation ». L'exemple type, c'est cette personne

1. Centre de Recherche pour l'Étude et l'Observation des Conditions de Vie.

au chômage depuis dix ans mais qui bosse au noir à côté... Ce qui est intéressant avec le concept de pauvrophobie, c'est qu'il pose la problématique avec une posture plus collective : ce n'est pas à partir de cas individuels qu'on peut avoir une idée de la manière dont fonctionnent les personnes pauvres. Un problème majeur est que ces représentations fantasmées de la pauvreté dépassent les simples conversations de comptoir. Elles s'incarnent aussi concrètement dans les institutions publiques et chez nos décideurs politiques, qui ne sont pas avarés en citations pauvrophobes. Prenez l'exemple de Carl Decaluwé, le gouverneur de la Flandre-Occidentale. En 2016, au moment le plus fort de la crise migratoire à Calais, de nombreux migrants ont commencé à arriver dans sa province... et il demande à sa population de ne pas nourrir les réfugiés, « sinon d'autres viendront ». Dans cette parole, il y a une véritable essentialisation de ce qu'est la pauvreté. Il distingue un « eux » et un « nous ». C'est une sorte de négation de notre commune humanité.

**En luttant contre les clichés, ne passe-t-on pas à côté de l'essentiel : la lutte contre la pauvreté ?**

Soyons clairs : la pauvrophobie ne fait pas le contour de la question de la lutte contre les inégalités et contre la précarité. De plus, les idées reçues ne sont pas le seul ressort de la pauvrophobie. Un autre ressort, peut-être même le plus fort, est celui des rapports de force. Qu'est-ce qui est aussi pauvrophobe

“ Un autre ressort de la pauvrophobie est celui des rapports de force. Un exemple, ce sont les arrêtés anti-mendicité.

aujourd'hui ? Ce sont ces arrêtés anti-mendicité à Liège, Charleroi, Namur, Tournai... Nous l'avions démontré dans notre enquête [salaudsdepauvres.be](http://salaudsdepauvres.be) : quand le bourgmestre d'Etterbeek prend ce type d'arrêté dans sa commune, il admet lui-même que c'est la voix amplifiée des commerçants de la rue des Tongres qui a fait plier la commune. Le rapport de force est tellement limpide qu'il pose pas mal de questions sur l'incapacité de la société civile et de nos associations de se faire entendre sur ce genre de sujet. Un autre rapport de classe qu'il serait intéressant d'analyser, et qui explique cette pauvrophobie ambiante, c'est que le pouvoir d'achat de la classe moyenne a connu une érosion considérable ces dix, vingt dernières années. Elle a donc de plus en plus de mal avec notre système de redistribution. Les

pauvres ne sont plus seulement les boucs émissaires des riches mais aussi ceux de la classe moyenne. On voit aujourd'hui apparaître des clivages entre des populations qui ne sont pas si éloignées que ça...

**En parlant de bouc émissaire, comment avez-vous abordé la question des migrants dans votre livre ?**

La question de l'immigration est venue à nous tout à fait naturellement... La pauvreté est en effet un grand ensemble qui se diversifie de plus en plus. Les migrants en font partie. Ils subissent eux aussi toute une série de préjugés que nous avons tenté de démonter. De manière plus globale, en Belgique, même si la pauvreté qui se transmet de génération en génération est encore fort prégnante, on voit apparaître de nombreuses nouvelles formes de pauvreté. Aujourd'hui, elles concernent aussi l'étudiant, la mère de famille célibataire, le pensionné, le travailleur précaire, le transmigrant... Il ne s'agit pas de les opposer, mais au contraire de les rassembler, notamment dans ce concept de pauvrophobie.

**Comment traduire concrètement votre travail contre la pauvrophobie en mesures de type politique ?**

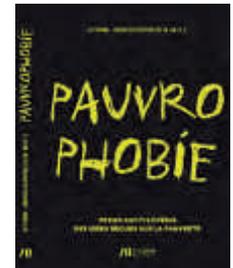
Notamment en travaillant sur la question juridique que le concept amène : celle de la discrimination sur base de la condition socio-économique de la personne. En France, grâce au travail d'ATD Quart-monde, ce critère a été ajouté. En Belgique, c'est un travail que l'on pourrait mener avec Unia. Une autre idée est d'introduire un « test impact pauvreté » avant chaque décision politique. Par ailleurs, il nous semble essentiel de travailler sur les grilles de lecture d'Actiris quant à ce qui est ou non une attitude active de recherche d'emploi. C'est Marc Zune qui démontre cela dans son étude<sup>2</sup> sur les exclus du chômage : le stage du jeune juriste à la Commission européenne sera considéré comme une recherche active d'emploi. Mais le « remplacement » au noir de ma belle soeur dans la sandwicherie de mon cousin ne le sera pas. Or, stage à la Commission et travail au noir dans une sandwicherie sont deux parfaites stratégies pour se rapprocher de l'emploi. Ces grilles de lectures proviennent d'une vision *mainstream* du marché de l'emploi. Or, les gens les plus éloignés de l'emploi sont ceux qui sont le moins à même de répondre à cette vision... #

Propos recueillis par Nicolas ROELENIS



[www.pauvrophobie.be](http://www.pauvrophobie.be)

2. M. ZUNE, D. DEMAZIÈRE, E. UGUEUX, *Les expériences de l'exclusion du chômage*, Observatoire bruxellois de l'emploi, 2017.



Dans l'encyclopédie *Pauvrophobie*, ce sont 85 idées reçues sur la pauvreté qui sont déconstruites par autant d'experts. Pour aller plus loin encore dans la vulgarisation de la problématique, le Forum - Bruxelles contre les inégalités mène une large campagne, notamment via des webfictions à découvrir sur [www.pauvrophobie.be](http://www.pauvrophobie.be).



## AU FIL DES PAGES

Quelques mois après les vacances d'été, nous vous proposons de réfléchir au tourisme international ; une activité qui, pour être associée à la détente, au repos, à la découverte, à la rencontre, ne nous incite généralement pas trop à le faire... réfléchir. Et pourtant, cela vaut la peine de s'y arrêter. Car derrière l'industrie du tourisme international se camouflent de nombreuses inégalités et rapports de domination que l'ouvrage *Domination touristique* s'emploie à décrypter.



Dans une première partie, les auteurs proposent des analyses transversales qui mettent en exergue les conséquences sociales, culturelles, politiques et environnementales néfastes de l'expansion touristique dans les pays du Sud, en dépit des vertus de développement économique, durable et humain que lui attribue l'Organisation mondiale du tourisme. Dans une seconde partie, l'ouvrage passe en revue diverses expériences de tourisme international : de la découverte du mont Everest par des « pseudo aventuriers » à la quête d'authenticité ethnique imaginaire en Amérique latine en passant par le tourisme haïtien et bien d'autres. Au fil des pages, trois mythes de l'activité touristique sont tour à tour démontés : celui de la démocratisation de la mobilité de plaisance qui concerne aujourd'hui « moins d'une personne sur quinze à l'échelle mondiale ». Le mythe de l'exotisme – on préfère à l'étranger *lambda* la représentation qu'on a de lui – et celui de la prospérité, inégalement répartie entre sociétés émettrices et réceptrices, entre visiteurs et visités, entre tour-opérateurs et acteurs locaux. Bref, un voyage bien moins rose mais tout aussi bouleversant que celui que nous vendraient les tour-opérateurs. #

Bernard DUTERME et al., *La domination touristique*, Louvain-la-Neuve, CETRI et Syllepse, 2018, 168 pages.

## NOUS VOUS EN PARLIONS...

Les acteurs de l'accueil de la petite enfance sont unanimes. Le secteur a besoin d'une profonde réforme pour répondre aux enjeux auxquels il est confronté : le déficit de places d'accueil, l'inaccessibilité des milieux d'accueil de qualité pour certains parents, la complexité administrative, le manque de reconnaissance professionnelle... Dans *Démocratie* de décembre 2017, Alain Dubois développait la problématique du manque de places dans les crèches et faisait l'hypothèse qu'il était aussi la conséquence de choix et de non-choix politiques peu adaptés aux innovations sociales. Cette limite sera-t-elle bientôt dépassée ? En tout cas, le projet de la réforme de l'accueil de la petite enfance, porté par L'ONE et qui inclut dans ses objectifs stratégiques « une plus grande diversité de l'offre », est aujourd'hui sur la table du gouvernement. Il prévoit notamment la création de 2.000 nouvelles places et une réforme de la participation financière des parents, qui dépendra davantage des revenus afin de rendre les crèches plus accessibles aux familles à bas salaire. Le projet vise aussi la pérennisation des places existantes, notamment via l'harmonisation des subventions aux structures d'accueil, une simplification administrative du système et la réorganisation de la formation des professionnels du secteur. Si ces éléments sont encourageants, reste que le budget annoncé semble minime par rapport aux objectifs visés par la réforme. #

### Comité de rédaction

• C. DALOZE • V. DELVAUX • P. FELTESSE • P. GEORIS • C. KUNSCH  
• P. LEDECO • F. LIGOT • A. MAIA • T. MIESSEN • V. ORUBA  
• P. PALSTERMAN • C. POLAIN • N. REGUERAS • F. REMAN  
• M. RUOL • A. TRIGALET

Rédacteur en chef Nicolas ROELENS

Journaliste Stéphanie BAUDOT

Photo Une © Henning Supertramp

Site : [www.revue-democratie.be](http://www.revue-democratie.be)

E-mail : [democratie@moc.be](mailto:democratie@moc.be)

Administration Lysiane METTENS tél. : 02 246 38 43

Avec le soutien de Mouvement Social scrl

Éditeur responsable Pierre GEORIS

Centre d'information et d'éducation populaire du MOC (CIEP ASBL)

BPSO – 1031 Bruxelles

Démocratie est publié sans but lucratif

Pour recevoir *Démocratie*

Par domiciliation, demandez un avis de domiciliation en téléphonant au 02 246 38 43 (ou via [lysiane.mettens@ciep.be](mailto:lysiane.mettens@ciep.be)).

Vous payez 20 EUR par an ou 10 EUR par semestre.

Par virement bancaire, versez la somme de 25 EUR

(pour les 12 prochains numéros) ou de 43 EUR (24 prochains numéros) sur le compte BE95-7995-8743-7658 avec la mention « DÉMOCRATIE ».

## GAVROCHE@MOC.BE

Charles Michel a récemment annoncé la création d'un fonds destiné à soutenir des projets de « fact checking » (vérification des faits). Coût : 1,5 million d'euros. Objectif : aider le citoyen à démêler le vrai du faux dans le flux incessant d'informations qui déboulent, principalement sur les réseaux sociaux. Autrement dit, lutter contre ces « fake news » qui brouillent le débat démocratique. Pourquoi pas ? Bien réfléchi, bien balisé et bien utilisé, pareil fonds aurait toute sa place dans l'espace journalistico-démocratique belge. Sauf que la manière dont le Premier ministre a présenté ce projet laisse présager du pire. Dans la foulée de l'annonce du nouveau fonds, il affirmait haut et fort que son gouvernement ne craignait pas l'objectivation des faits. Exemple ? Que les « jobs, jobs, jobs » créés par ses soins ne pouvaient souffrir aucune contestation. Le sous-entendu est grossier : en osant affirmer le contraire, l'opposition ferait dans la « fake news ». Voilà donc un fonds qui ne serait rien d'autre qu'un outil pour soutenir son action gouvernementale. Bonjour l'objectivité. Bonjour le débat d'idées. Bonjour la démocratie. Pauvre Charles Michel. Pour qui, rappelez-vous, la victoire d'Ecolo aux communales n'est due qu'à l'ouverture du JT de la RTBF par un sujet sur le réchauffement climatique. Qu'en aurait pensé le fonds ? Qu'on touche le fond ? #